

Chronologie : Conversion EC et C-10

- **15 janvier 2009**

- Le président de l'ACEP, Claude Poirier, envoie [une lettre à Vic Toews, président du Conseil du Trésor, et à James Flaherty, ministre des Finances](#), expliquant l'importance de la conversion EC et invitant M. Toews et M. Flaherty à le rencontrer pour discuter de la loi envisagée qui pourrait restreindre la capacité de l'ACEP de négocier les taux de salaire découlant de la conversion de la classification EC.

- **23 et 26 janvier 2009**

- Le président de la partie syndicale du Conseil national mixte envoie [une lettre au premier ministre et aux chefs des partis de l'opposition](#) au nom de l'ACEP et de 17 autres agents négociateurs de la fonction publique fédérale.
- La lettre explique pourquoi la loi spéciale qui imposerait des restrictions à la négociation collective n'est pas nécessaire. Elle fait valoir que les conventions collectives et les décisions arbitrales de la présente ronde de négociation sont soit identiques soit très près des rajustements salariaux imposés par le Conseil du Trésor dans son offre finale.

- **4 février 2009**

- Chris Charlton, députée NPD de Hamilton Mountain, invite le président de l'ACEP à la rencontrer pour discuter des questions soulevées dans la lettre du président du 15 janvier, dont copie a été envoyée à tous les députés.
- Le président et le directeur exécutif de l'ACEP rencontrent M^{me} Charlton et expliquent pourquoi il est important de comprendre les effets à long terme de la conversion de la classification EC sur les membres du groupe EC.
- M^{me} Charlton écrira le jour suivant une lettre à Vic Toews, le président du Conseil du Trésor, le pressant de se pencher sur la lettre que lui adressait l'ACEP le 15 janvier afin de veiller à ce que « des conséquences non intentionnelles ne découlent du projet de loi annoncé sur le plafonnement des salaires du secteur public ».
- Le président de l'ACEP recevra aussi le 10 février une lettre de Claude Bachand, député du Bloc Québécois de St-Jean, appuyant la position de l'ACEP.

- **6 février 2009**

- Le projet de loi C-10 est déposé à la Chambre des communes.
- C-10 est la [Loi d'exécution du budget de 2009](#). Il s'agit d'un projet de loi omnibus qui inclut la *Loi sur le contrôle des dépenses*.
- La [Loi sur le contrôle des dépenses](#) interdit la restructuration des taux de salaire au cours de la période de contrôle (du 11 avril 2006 au 31 mars 2011).
- Ceci a pour l'ACEP l'effet d'interdire la négociation des taux de salaire découlant de la conversion de la classification EC.
- La loi comporte trois exceptions à l'interdiction, dont la conversion de la classification des employés de l'Agence des services frontaliers.

- **11 février 2009**

- L'ACEP s'informe sur la possibilité de témoigner devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes qui est chargé de l'étude article par article du projet de loi C-10.

- **20 février 2009**

- Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes invite l'ACEP à témoigner le lundi suivant.

- **23 février 2009**

- Le président et l'agente de recherche de l'ACEP comparaissent devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, qui étudie le C-10, la *Loi d'exécution du budget*.
- [Le président de l'ACEP fait valoir que la conversion EC devrait être traitée de la même façon que la conversion de la classification des employés de l'Agence des services frontaliers.](#)
- À l'invitation de Thomas Mulcair, député d'Outremont et membre du comité, le président présente une proposition d'amendement qui exempterait des contrôles la conversion de la classification EC.

- **24 février 2009**

- Le comité permanent étudie le projet de loi article par article, y compris l'amendement proposé par l'ACEP.
- [Thomas Mulcair représente, présente et explique l'amendement de l'ACEP.](#) M. Mulcair présente un deuxième amendement au nom de l'Association des juristes de justice qui représente le groupe LA. En outre, M. Mulcair ajoute un troisième amendement afin de faire face

à la possibilité que l'amendement des EC ou des LA soit considéré irrecevable.

- Le président par intérim du comité Massimo Pacetti, député de Saint-Léonard-Saint-Michel, avise le comité que l'information qu'il a reçue indiquerait que les trois amendements introduisent de nouveaux éléments dans le projet de loi C-10 et sont donc irrecevables. Le président intérimaire demande conseil aux fonctionnaires.
- Hélène Laurendeau, secrétaire adjointe, Relations de travail et opérations de rémunération, Secrétariat du Conseil du Trésor, fait les observations suivantes :

« Je m'appelle Hélène Laurendeau et je suis secrétaire adjointe au Conseil du Trésor. J'ai regardé très rapidement l'amendement et je puis confirmer aux membres du Comité qu'il n'y a pas eu d'erreur dans la description des groupes. Il peut y avoir des revendications en provenance de différents groupes, mais il n'y a aucune méprise quant aux groupes décrits actuellement dans la loi. Les exceptions s'appliquent uniquement à l'Agence des services frontaliers parce qu'on devait y procéder à une réforme de la classification. »

- Le président intérimaire détermine que les amendements ne sont pas recevables. La décision est mise aux voix des membres du comité. Les membres du Comité permanent des finances votent en faveur de la décision du président intérimaire, ce qui a pour effet de rejeter l'amendement de l'ACEP.
- Répartition du vote des membres de FINA :

Nom	Parti politique	Circonscription	Vote
Maxime Bernier	PCC	Beauce	oui
Steven Blaney	PCC	Lévis-Bellechasse	oui
Daryl Kramp	PCC	Prince Edward-Hastings	oui
John McCallum	PLC	Markham-Unionville	oui
Bruce Stanton	PCC	Simcoe North	oui
Mike Wallace	PCC	Burlington	oui
Paul Crête	BQ	Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup	non
Jean-Yves Laforest	BQ	Saint-Maurice-Champlain	non
Thomas Mulcair	NPD	Outremont	non

- Les membres du comité votent ensuite sur l'article 393 (la *Loi sur le contrôle des dépenses*) sans y apporter d'amendements.
- Par suite du vote, aucun amendement n'est apporté à l'article 393, la *Loi sur le contrôle des dépenses*.
- Répartition du vote des membres de FINA :

Nom	Parti politique	Circonscription	Vote
Maxime Bernier	PCC	Beauce	oui
Steven Blaney	PCC	Lévis-Bellechasse	oui
Daryl Kramp	PCC	Prince Edward-Hastings	oui
John McCallum	PLC	Markham-Unionville	oui
Bruce Stanton	PCC	Simcoe North	oui
Mike Wallace	PCC	Burlington	oui
Paul Crête	BQ	Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup	non
Jean-Yves Laforest	BQ	Saint-Maurice-Champlain	non
Thomas Mulcair	NPD	Outremont	non

- **4 mars 2009**

- Le projet de loi C-10 est déposé de nouveau à la Chambre des communes où il est adopté en troisième lecture.
- Le projet de loi est déposé au Sénat.

- **5 mars 2009**

- Après la deuxième lecture au Sénat, le projet de loi est renvoyé au Comité permanent des finances nationales du Sénat.
- Le jour même, l'ACEP envoie une demande en vue de comparaître devant le comité. Le comité choisira de n'inviter aucun témoin, sauf quelques représentants choisis du gouvernement.

- Le comité est formé des sénateurs suivants :

Callbeck, Catherine S. Lib. - (Île-du-Prince-Édouard)

Chaput, Maria Lib. - (Manitoba)

Day, Joseph A. Lib. - (Saint John-Kennebecasis – Nouveau-Brunswick)

De Bané, Pierre Lib. - (De la Vallière - Québec)

Di Nino, Consiglio C - (Ontario)
Eggleton, Art Lib. - (Ontario)
Gerstein, Irving C - (Toronto - Ontario)
Mitchell, Grant Lib. - (Alberta)
Nancy Ruth C - (Cluny - Ontario)
Neufeld, Richard C - (Charlie Lake – Colombie-Britannique)
Ringuette, Pierrette Lib. - (Nouveau-Brunswick)
Rivard, Michel C - (Laurentides - Québec)

- **10 mars 2009**

- Le comité invite le ministre des Finances, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances, des fonctionnaires du Ministère des Finances et Hélène Laurendeau, secrétaire adjointe au Conseil du Trésor, à répondre à des questions.

- **11 mars 2009**

- Le comité invite des fonctionnaires de Transports Canada, des fonctionnaires d'Industrie Canada et trois fonctionnaires du Conseil du Trésor : Hélène Laurendeau, secrétaire adjointe; Dan Danagher, directeur exécutif, Intégrité des programmes; Carl Trottier, directeur principal, Négociation collective.

- **12 mars 2009**

- Troisième et dernière lecture du projet de loi C-10 au Sénat. Le projet de loi est adopté sans amendements.
- La gouverneure générale donne la sanction royale à 19 h 20.

- **13 mars 2009**

- L'ACEP continue d'examiner ses recours juridiques.